



**Convention sur l'élimination
de toutes les formes de
discrimination à l'égard
des femmes**

Distr.
LIMITÉE

CEDAW/C/1997/L.1/Add.11
21 janvier 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/FRANÇAIS

COMITÉ POUR L'ÉLIMINATION DE LA DISCRIMINATION
À L'ÉGARD DES FEMMES
Seizième session
13-31 janvier 1997

ADOPTION DU RAPPORT DU COMITÉ POUR L'ÉLIMINATION DE LA
DISCRIMINATION À L'ÉGARD DES FEMMES SUR LES TRAVAUX DE
SA SEIZIÈME SESSION

Projet de rapport

Rapporteur : Mme Aurora Javate DE DIOS (Philippines)

Additif

IV. EXAMEN DES RAPPORTS PRÉSENTÉS PAR LES ÉTATS PARTIES
CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 18 DE LA CONVENTION

B. Examen des rapports

5. Rapport soumis à titre exceptionnel

Zaïre

1. À sa 317e séance, le 16 janvier 1997, le Comité a examiné un rapport oral présenté à titre exceptionnel par la représentante du Zaïre.

2. La représentante a indiqué que le Zaïre avait été secoué par des crises mais avait toutefois pu, avec l'assistance du Programme des Nations Unies pour le développement et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, établir un rapport supplémentaire à l'intention du Comité. Elle a remercié le Comité de lui permettre de présenter oralement ce rapport et la Division de la promotion de la femme de lui avoir accordé son aide. Elle a indiqué qu'à l'issue de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, une réunion internationale sur les droits et les fonctions de responsabilité des femmes, tenue sous les auspices du Ministère de la santé publique, avait permis de réévaluer le premier rapport présenté par le Zaïre au Secrétaire général en 1991.

3. La représentante a informé le Comité que le Zaïre était un pays d'Afrique centrale de 2 millions d'hectares et que sa population comptait 22 millions de

femmes. Les femmes zaïroises avaient toujours été respectées mais leur statut était inférieur à celui des hommes et elles étaient soumises à diverses interdictions sur le plan de l'alimentation comme du comportement. Par le passé, les femmes n'avaient pas accès à la vie publique mais au cours de la période coloniale, les fillettes et les femmes avaient pu fréquenter l'école, bien que l'on ne les ait jamais véritablement encouragées sur cette voie.

4. L'indépendance avait été marquée par des conflits civils, mais aussi par la volonté politique d'assurer la participation sociale et publique des femmes. La Constitution adoptée au lendemain de l'ère coloniale avait ainsi préservé le droit à l'égalité et les femmes avaient pris conscience du rôle important qu'elles jouaient au sein de la société.

5. La représentante a noté que le Zaïre souscrivait à toutes les résolutions de l'Assemblée générale relatives à la promotion de la femme et qu'à la suite d'un décret présidentiel concernant la discrimination à l'égard des femmes, on avait créé un mécanisme national de promotion de la femme prolongé par un organe de liaison dans tous les ministères. Un comité national pour les femmes, comprenant des organisations non gouvernementales, force essentielle au Zaïre, ainsi que des représentants gouvernementaux, avait été établi, de même qu'un bureau chargé des droits de l'homme.

6. La représentante a indiqué que le mécanisme national n'était pas un ministère mais un bureau et que le budget consacré aux questions relatives aux femmes était actuellement assez maigre. Elle a décrit les divers domaines dans lesquels les femmes étaient victimes d'une discrimination fondée sur leur sexe. Bien qu'une Zaïroise ne puisse pas perdre sa nationalité en épousant un étranger, sauf si tel était son choix, elle avait besoin du consentement de son mari pour obtenir un passeport. L'âge minimal du mariage était de 15 ans pour les femmes et 18 pour les hommes et le mariage était volontaire et fondé sur le libre choix du partenaire. Les conjoints avaient des droits égaux et les mêmes responsabilités vis-à-vis des enfants, mais le mari était le chef de famille et avait pleine autorité sur sa femme pour ce qui était des questions contractuelles et des voyages, par exemple.

7. Les femmes avaient le droit de vote et le même droit que les hommes de participer à la vie publique. Toutefois, peu de femmes appartenaient à des partis politiques et elles étaient encore plus rares à occuper des postes de responsabilité dans la vie publique. L'éducation était un droit pour tous les enfants et seules 14 % des filles n'allaient pas à l'école ou ne participaient pas à des programmes d'alphabétisation fonctionnelle.

8. La représentante a indiqué que les Zaïrois étaient victimes d'un grand nombre de maladies, notamment de maladies sexuellement transmissibles et que le VIH/sida constituait une pandémie.

9. Elle a fait observer que le Gouvernement zaïrois avait été restructuré le 13 janvier 1997 et qu'un Ministère de la justice militaire avait été créé. Un organe avait également été créé pour entendre les doléances et les plaintes des citoyens concernant les militaires et six officiers avaient déjà comparu devant les tribunaux. Il était évident que l'est du Zaïre était en rébellion et que 600 000 Zaïrois, en majorité des femmes et des enfants, étaient déplacés à

/...

l'intérieur du pays. Le Zaïre accueillait aussi un nombre important de réfugiés du Rwanda et du Burundi. De nombreuses personnes, notamment des femmes et des enfants, tant zaïrois que réfugiés, étaient victimes de violences, notamment de meurtres, de viols et autres voies de fait.

Conclusions du Comité

Introduction

10. Le Comité a remercié l'État partie pour le rapport qu'il avait présenté à titre exceptionnel afin de rendre compte de la situation de la femme zaïroise, aggravée par un contexte socio-politique particulièrement difficile depuis ces dernières années.

11. Il a noté avec satisfaction les efforts déployés par le Gouvernement en vue de s'acquitter de ses obligations au titre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, malgré les conflits armés qui sévissaient dans le pays.

Aspect positif

12. Le Comité s'est félicité des mesures prises par le Gouvernement pour promouvoir et protéger les droits de la femme. À cet égard, il a accueilli avec satisfaction les mesures et réformes législatives qui prônaient la jouissance et l'exercice des droits des femmes sur la base de l'égalité entre les sexes.

Principaux sujets de préoccupation

13. Le Comité a noté avec inquiétude que la situation générale de la femme sur le territoire zaïrois n'avait pas connu d'amélioration sensible, malgré la ratification de la Convention en novembre 1986.

14. Le Comité a regretté que le rapport oral de l'État partie n'ait pas suffisamment reflété le lien étroit existant entre la discrimination à l'égard des femmes, la violence fondée sur le sexe et les violations des droits et des libertés fondamentales de la femme.

15. Il s'est demandé si des mesures efficaces avaient été prises pour protéger l'intégrité physique et morale des femmes réfugiées et de toutes celles qui étaient victimes des conflits armés.

16. Le Comité s'est déclaré également préoccupé par les normes juridiques zaïroises fondées sur une conception stéréotypée du rôle de l'homme et de la femme dans la société et au sein du foyer.

17. Le Comité craignait que certaines dispositions et principes de la Convention, en particulier ceux qui étaient garantis dans les articles 3, 4, 5, 10, 12 et 16 ne soient pas suffisamment pris en compte dans la législation nationale et l'élaboration des politiques.

Suggestions et recommandation

18. Le Comité a recommandé que les mécanismes nationaux chargés de la coordination, de l'évaluation et du suivi des mesures et politiques adoptées pour appliquer la Convention soient renforcés et qu'ils collaborent étroitement avec tous les partenaires au développement, notamment les organisations non gouvernementales et les institutions spécialisées des Nations Unies.

19. Le Comité a estimé indispensable que le Gouvernement zaïrois prenne toutes les mesures de protection appropriées et efficaces pour garantir les droits des femmes réfugiées et des Zaïroises victimes des conflits armés.

20. Le Comité a encouragé l'État partie à fournir dans son prochain rapport des informations exhaustives relatives aux conséquences de ces conflits sur la vie des femmes du Zaïre.

21. Le Comité a souligné que les principes généraux énoncés dans la Convention à ses articles 3, 4, 5, 10, 12 et 16 devaient être clairement intégrés dans la législation et les politiques nationales. Il a recommandé au Gouvernement d'envisager de revoir sa législation afin qu'elle soit en conformité avec la Convention.
